

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 29/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **E.G.P. GHALEM PEINTURE**

164 Avenue Marcel Cachin  
69120 VAULX EN VELIN

Références : UD-R-CTESSP-23-163-MP  
Code AIOT : 0006103796

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2023 dans l'établissement E.G.P. implanté 164 Avenue Marcel Cachin 69120 VAULX EN VELIN. L'inspection a été annoncée le 05/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENTREPRISE GHALEM DE PEINTURE (E.G.P)
- 164 Avenue Marcel Cachin 69120 Vaulx-en-Velin
- Code AIOT : 0006103796
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La société EGP GHALEM PEINTURE installée à Valux-en-Velin est spécialisée dans le traitement et le revêtement de surface de grandes pièces métalliques. Son activité est réglementée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par plusieurs arrêtés préfectoraux et principalement celui du 12/10/2010. Le site est classé au titre de la directive IED sous la rubrique 3260 (Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de la mise en demeure du 05/08/2022
- rejets eaux industrielles

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article Annexe 3, point 2	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 05/08/2022, article Article 1, point 1	Proposition de mise en demeure	Sans objet
2	Suivi de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 05/08/2022, article Article 1, point 2	Proposition de mise en demeure	Sans objet
3	Suite d'inspection du 18/03/2021	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article Article 14, point 14.1	Non conformité	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever une non-conformité vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en oeuvre des actions correctives nécessaires pour la lever.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle n°1 : Suivi de mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/08/2022, article Article 1, point 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Captage des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> La société EGP Ghalem Peinture, dont le siège social est situé 164 avenue Marcel Cachin à Vaulx-en-Velin, est mise en demeure pour son site implanté au 164 avenue Marcel Cachin à Vaulx-en-Velin, de respecter les dispositions des points 14.2.1 et 14.2.2 de l'article 14 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 12 octobre 2010 modifié à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans un délai de 15 jours en prenant toutes les dispositions nécessaires pour supprimer toute source de pollution potentielle à moins de 35 mètres de l'ouvrage de captage des eaux souterraines ;</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection que des big-bags vides en attente d'être évacués en filière déchet se trouvent à proximité du point de captage. L'exploitant a mis ces big-bags sur rétention et des racks avec toiture ont été installés afin de protéger ces déchets des intempéries. Ainsi, les sources de pollution éventuelles que représentaient ces déchets stockés à moins de 35m du point de captage des eaux souterraines sont évitées. Lors de la présente visite, l'Inspection a pu confirmer la présence des rétentions et des racks avec toiture.  L'Inspection propose de lever la mise en demeure, du 05/08/2022 point 1 de l'article 1.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle n°2 : Suivi de mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/08/2022, article Article 1, point 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Captage des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> La société EGP Ghalem Peinture, dont le siège social est situé 164 avenue Marcel Cachin à Vaulx-en-Velin, est mise en demeure pour son site implanté au 164 avenue Marcel Cachin à Vaulx-en-Velin, de respecter les dispositions des points 14.2.1 et 14.2.2 de l'article 14 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 12 octobre 2010 modifié à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans un délai de 6 mois en mettant en œuvre les mesures correctives nécessaires pour rendre l'ouvrage de captage des eaux souterraines conforme à l'ensemble des prescriptions du point 14.2.2.2 – Réalisation et équipement de l'ouvrage de l'article 14.</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection que les travaux de protection de l'ouvrage de captage des eaux souterraines ont été réalisés. Concernant l'ouvrage extérieur, une réhausse de 50 cm a été mise en place. De plus, il y a eu installation d'un regard scellé avec cadenas pour protéger l'ouvrage. En complément, une pente vers l'extérieur sur les 4 côtés de l'ouvrage a été réalisée. L'exploitant a justifié que la pompe installée dans le forage est équipée d'un clapet anti-retour en présentant sa facture pour identifier le modèle et la documentation technique associée à celle-ci. Pour compléter ces travaux, l'exploitant a également fait réaliser un mur de réhausse à l'intérieur du bâtiment afin de protéger le lieu d'arrivée de l'eau et permettant ainsi que les tranchées de raccordement ne puissent pas jouer le rôle de drain. Lors de la présente visite, l'Inspection a pu constater l'ensemble de ces travaux sur le site.  L'Inspection propose de lever la mise en demeure du 05/08/2022, point 2 de l'article 1.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle n°3 : Suite d'inspection du 18/03/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article Article 14, point 14.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Prélèvements et consommations d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : - pour les eaux souterraines, dans la nappe d'accompagnement du Rhône : 18000 m <sup>3</sup> en prélèvement maximal annuel
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté les relevés hebdomadaires des prélèvements d'eau effectués dans la nappe phréatique, les relevés annuels pour ces 2 dernières années sont de : <ul style="list-style-type: none"><li>• 8 007 m<sup>3</sup> en 2022 ;</li><li>• 2 725 m<sup>3</sup> pour le début d'année 2023 (semaine 1 à 24).</li></ul> Le prélèvement maximal annuel dans la nappe d'accompagnement du Rhône fixé au point 14.1 de l'article 14 de l'arrêté préfectoral d'autorisation est de 18 000 m <sup>3</sup> . Ainsi pour l'année 2022, l'exploitant a respecté ce prélèvement maximal autorisé. Pour l'année 2023, en supposant que la consommation sur les premières semaines de l'année soit représentative des consommations sur les semaines à venir, les prélèvements devraient ainsi arriver à environ 6 000 m <sup>3</sup> , ce qui est bien en dessous du volume maximal autorisé.  Lors de la présente visite, l'Inspection a mis en garde l'exploitant sur les risques de sécheresse qu'il devrait y avoir cette année, et les potentielles restrictions associées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### Nom du point de contrôle n°4: Rejets d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article Annexe 3, point 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites et surveillance des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tableau figurant au point 2 de l'annexe 3 de l'Arrêté Préfectoral du 12/10/2010 répertorie les valeurs limites autorisées et les fréquences de surveillance de ces rejets eau.
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté les compte-rendus des analyses de rejets d'eau industrielle faite une fois par trimestre pour l'année 2023, comme demandé par l'Inspection. Pour le premier trimestre, l'exploitant a fait appel à la société SGS pour faire ces analyses. Le prélèvement a eu lieu le 31/01/2023. Pour le second trimestre, l'exploitant a fait appel à la société SGS pour faire ces analyses. Le prélèvement a eu lieu le 03/05/2023. Les compte-rendus indiquent que ces analyses sont faites sur un prélèvement instantané pour chaque trimestre. Le tableau présent au point 2 de l'annexe 3, de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12/10/2010 indique que les analyses doivent être réalisées sur un échantillon moyen 24h. De plus, ce tableau indique les concentrations des paramètres à contrôler ainsi que les flux en kg/j de ces paramètres. Les compte-rendus donnent uniquement les résultats des concentrations des paramètres analysés sans les flux associés. Bien que les valeurs limites d'émission soient respectées pour les paramètres analysés, au regard du tableau du point 2 de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12/10/2010, ces résultats ne sont pas conformes à la prescription. Pour être conforme, les analyses doivent être réalisées sur un prélèvement d'échantillon moyen sur 24 heures.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b><u>Demande :</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant de faire réaliser un contrôle de ces rejets en eau industrielle conformément à la prescription de son arrêté préfectoral d'autorisation du 12/10/2010 dans un délai de un mois et d'envoyer les résultats de ces analyses à l'Inspection. L'exploitant veillera à réaliser tous les prochains contrôles conformément à la prescription de l'arrêté préfectoral du 12/10/2010.
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois